

Le Courriel d'information

n°368 – Vendredi 03 octobre 2002

GUERRE ET GUERRE

Dans ce numéro

1. Arguments contre la guerre (Par Stephen Zunes)
En dépit d'une opposition grandissante, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, il semble que l'administration Bush soit entrée dans la phase finale d'une campagne concertée visant à convaincre le Congrès, le peuple américain et le monde de la nécessité d'envahir l'Irak. Une telle invasion constituerait un précédent important, le premier test de la nouvelle doctrine de " l'action préventive " définie par le président Bush, doctrine selon laquelle les États-Unis ont le droit d'envahir des pays souverains et de renverser leurs gouvernements si ceux-ci sont perçus comme hostiles aux intérêts américains.

2. La guerre, c'est la politique. (Par Giorgio Riolo)
Il existait un monde bipolaire ou multipolaire (du moins sur la carte) et, de ce fait, la médiation était de rigueur. La politique s'imposait en tant qu'art de la médiation, du pouvoir contractuel, de la conciliation des intérêts et des positions. La domination unilatérale trouve au sein de la guerre l'objectif et l'instrument parfaits. Enfin la guerre a permis d'occulter la crise du néolibéralisme, désormais évidente. La crise sur son terrain de prédilection, c'est-à-dire l'économie : la récession, la chute de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, etc..., les scandales Enron, Worldcom, Vivendi, les accusations de délits d'initiés (« insider trading ») au couple Bush-Cheney, la débâcle des principes et des instances économiques, qui devaient garantir le meilleur des mondes possibles.

3. Premier Forum social d'Amérique du Nord (Par C. Tonatiuh García R. et Sébastien Bouchard)
C'est plus de deux cents participants-es qui se sont réunies lors du Forum social régional (FSR) de Québec-Chaudière-Appalaches, qui s'est tenu les 27, 28 et 29 septembre dernier au Cégep Limoilou. Sous le thème De Porto Alegre à Québec : Un autre monde est possible, des gens de tous les âges, de tous les milieux et de toute la région ont pris part à ce premier Forum social régional en Amérique du Nord.

4. Une bibliothèque planétaire (Par Jean-Yves Mollier)
Alors que les effets négatifs de la concentration dans le domaine de l'édition n'ont cessé d'être dénoncés depuis quelques années, l'annonce de la liquidation du pôle livres de Vivendi Universal vient soudainement apporter la preuve de cette nocivité. Malgré les déclarations unanimes du porte-parole du gouvernement, du ministre de la Culture et du président du Syndicat national de l'édition, s'affirmant mobilisés et vigilants, les solutions pour conserver Larousse, Bordas et Le Robert en France ne sont pas très nombreuses.

5. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Arguments contre la guerre

Par Stephen Zunes, rédacteur de la séquence Moyen-Orient de Foreign Policy in Focus www.fpif.org
Traduction. Nadine Civallero, coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

En dépit d'une opposition grandissante, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, il semble que l'administration Bush soit entrée dans la phase finale d'une campagne concertée visant à convaincre le Congrès, le peuple américain et le monde de la nécessité d'envahir l'Irak. Une telle invasion constituerait un précédent important, le premier test de la nouvelle doctrine de " l'action préventive " définie par le président Bush, doctrine selon laquelle les États-Unis ont le droit d'envahir des pays souverains et de renverser leurs gouvernements si ceux-ci sont perçus comme hostiles aux intérêts américains. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la perspective d'une guerre dévastatrice mais la légitimité même d'un système international mis en place tout au long du siècle dernier et qui, malgré ses défauts, a engendré au moins un semblant d'ordre mondial et de stabilité.
Il est donc essentiel d'examiner et de réfuter les arguments de l'administration Bush car, si une décision politique aussi fondamentale que celle



d'entrer ou non en guerre ne peut être influencée par la contribution active de citoyens bien informés, ce qui est en jeu n'est rien d'autre que la démocratie américaine, tout au moins si ces mots conservent un minimum de sens.
Voici les huit principaux arguments avancés par les partisans d'une invasion américaine de l'Irak, chacun étant suivi de sa réfutation.

1.L'Irak soutient Al-Qaida et constitue un centre du terrorisme anti-américain

L'administration Bush n'a pas réussi à prouver de façon crédible que le régime irakien ait un lien quelconque avec Al-Qaida. Aucun des pirates du 11 septembre n'était irakien, aucun membre important d'Al-Qaida n'est irakien et aucune piste financière ne relie Al-Qaida à l'Irak. Les enquêtes menées par le FBI, la CIA et les services secrets tchèques n'ont en rien corroboré la rumeur selon laquelle une rencontre aurait eu lieu au printemps 2001, à Prague, entre l'un des pirates du 11 septembre et un membre des services secrets irakiens. Il est très peu probable que le régime baasiste, fermement laïque et responsable de l'élimination féroce des islamistes sur le sol irakien, soit en mesure de maintenir des liens étroits avec Oussama Ben Laden et ses partisans. Selon le prince saoudien Turki ben Faisal, ex-responsable des services secrets de son pays, Ben Laden considère Saddam Hussein comme " un apostat, un infidèle, indigne de faire partie des musulmans ". En fait, Ben Laden a proposé en 1990 de lever une armée de quelques milliers de combattants moudjahidin pour libérer le Koweït de l'occupation irakienne.
Certaines sources dignes de foi signalent la présence de groupes islamistes extrémistes dans le nord de l'Irak, mais seulement dans les zones kurdes, que Bagdad ne contrôle plus depuis la fin de la guerre du Golfe. Les liens anciens entre l'Irak et le terrorisme concernent seulement des groupes laïques comme celui dirigé par Abou Nidal, faction palestinienne opposée à l'OLP de Yasser Arafat et aujourd'hui quasiment défunte. Ironiquement, c'est au plus fort du soutien irakien à Abou Nidal, au début des années 1980, que Washington a rayé l'Irak de la liste des pays encourageant le terrorisme, pour que les États-Unis puissent soutenir l'effort de guerre irakien contre l'Iran. C'est seulement après l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, que Bagdad est réapparu sur cette liste, bien que les services américains aient été incapables de démontrer un resserrement des liens entre l'Irak et le terrorisme.
Même le rapport annuel du Département d'État (" Physionomie du terrorisme mondial ") ne mentionne aucun acte sérieux de terrorisme international lié au gouvernement irakien. Selon un rapport récent de la CIA, les Irakiens évitent sciemment toute action contre les États-Unis ou leurs installations à l'étranger, vraisemblablement pour ne donner à Washington aucun prétexte de lancer une attaque militaire contre leur pays. Le dernier cas probant d'action terroriste soutenue par l'Irak que les services américains soient en mesure de citer est un complot présumé de certains agents irakiens visant à assassiner le président George Bush pendant sa visite au Koweït, en 1993. (En réaction, le président Bill Clinton avait ordonné le bombardement de Bagdad, touchant l'un des centres des services secrets irakiens en même temps que la zone voisine habitée par des civils.)
Une invasion américaine de l'Irak détournerait l'attention de la menace plus immédiate que constitue Al-Qaida et conduirait probablement à une brutale réaction anti-américaine qui réduirait considérablement la coopération des pays islamiques dans la traque et la neutralisation des éléments encore actifs d'Al-Qaida. En fait, la lutte contre le terrorisme est trop importante pour que des idéologues décidés à régler de vieux comptes la sabotent.

2. La politique d'endiguement a échoué

Si certains pays, en partie pour des raisons d'ordre humanitaire, contournent les sanctions économiques contre l'Irak, il semble que l'embargo militaire soit respecté. C'est seulement grâce à l'importation de technologieS et de matières premières russes, allemandes, françaises, britanniques et américaines que l'Irak a pu mener à bien son programme d'armement biologique, chimique et nucléaire dans les années 1980.
La puissance des forces armées irakiennes est réduite à moins du tiers de ce qu'elle était avant la guerre du Golfe. Même si l'Irak n'a pas été contraint à réduire ses forces conventionnelles, la destruction de ses armes et l'effondrement de son économie ont entraîné une diminution importante du nombre de militaires. La marine irakienne est aujourd'hui quasiment inexistante et les forces aériennes ne représentent qu'une fraction de ce qu'elles étaient avant la guerre. Les dépenses militaires irakiennes sont estimées à moins de 10 % de leur valeur des années 1980. L'administration Bush se montre incapable d'expliquer pourquoi aujourd'hui, alors que Saddam Hussein ne dispose plus que d'une faible partie de sa puissance militaire autrefois redoutable, l'Irak est considéré comme une menace telle qu'il est nécessaire d'envahir le pays et de remplacer son dirigeant, le même dirigeant

que Washington soutenait tranquillement quand la puissance militaire irakienne était à son comble.
L Agence internationale de l énergie atomique a déclaré en 1998 que le programme nucléaire irakien avait été complètement démantelé. La Commission spéciale des Nations unies en Irak (Unscom) a estimé qu au moins 95 % du programme irakien d armes chimiques avait été également détruit. La capacité irakienne à fabriquer des armes bactériologiques est un point d interrogation bien plus important, car un tel programme est beaucoup plus facile à cacher. Cependant, selon le rapport de l Unscom en 1998, quasiment tous les missiles offensifs irakiens ainsi que leurs autres systèmes de propulsion ont été rendus inopérants. Reconstituer à partir de rien, ou presque, une puissance militaire offensive utilisant des armes de destruction massive serait extrêmement difficile étant donné l embargo international actuellement en vigueur.

3.La dissuasion ne peut pas marcher face à un Saddam Hussein équipé d armes de destruction massive

Saddam Hussein a montré à plusieurs reprises qu il se souciait d abord et par-dessus tout de sa propre survie. Il ne peut ignorer que toute tentative de sa part d utiliser des armes de destruction massive contre les États-Unis ou l un de leurs alliés entraînerait forcément sa propre destruction. C est la raison pour laquelle il n en a pas utilisé pendant la guerre du Golfe, alors même qu il était attaqué par la plus importante coalition de forces internationales jamais réunie contre un seul pays, et soumis aux bombardements les plus denses de l Histoire. Par contre, avant la guerre du Golfe, Saddam Hussein était tout à fait prêt à utiliser son arsenal chimique contre les forces iraniennes parce qu il savait que le régime islamiste révolutionnaire était isolé au niveau international, et il était tout aussi prêt à l utiliser contre les civils kurdes parce qu il savait qu ils ne pourraient pas répondre. Cependant, dans l éventualité d une invasion américaine, conscient de l imminence de sa chute et n ayant plus rien à perdre, cette logique guidée par l instinct de conservation ne fonctionnerait plus. En fait, une invasion américaine, au lieu d éliminer la perspective de l Irak utilisant ses armes de destruction massive, ne ferait qu augmenter de façon spectaculaire cette probabilité, dans l éventualité où l Irak disposerait de telles armes.
Depuis toujours, Saddam Hussein est un dirigeant qui contrôle tout directement, sa méfiance envers ses subordonnés (proche de la paranoïa) étant l une des raisons qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir. Il est extrêmement improbable qu il prenne le risque matériel et financier de développer un arsenal de destruction massive dans le seul but d en faire profiter un groupe de terroristes, surtout des islamistes radicaux qui pourraient aisément se retourner contre lui. S il a de telles armes à sa disposition, il sera le seul à décider de leur utilisation. Par comparaison, le chaos engendré par une invasion américaine augmenterait énormément les possibilités que de telles armes sortent clandestinement du pays et passent dans les mains de terroristes. Aujourd hui, toutes les armes de destruction massive existant éventuellement sont contrôlées par un régime très centralisé et préoccupé davantage d éviter une attaque américaine que d en provoquer une.

4.Les inspecteurs internationaux ne peuvent pas garantir que l Irak n obtiendra pas d armes de destruction massive

Suite au régime d inspections imposé par les Nations unies à la fin de la guerre du Golfe, quasiment toutes les réserves irakiennes d armes de destruction massive et de systèmes de propulsion ainsi que la capacité de ce pays à fabriquer de telles armes avaient été réduites à néant. Durant ses huit années d exercice, l Unscom a supervisé la destruction de 38 000 armes chimiques, 480 000 litres d agents chimiques actifs, 48 missiles, 6 lance-missiles, 30 ogives modifiées pour transporter des agents chimiques ou bactériologiques, et des centaines d autres éléments permettant de produire des armes chimiques.
Selon une déclaration faite à la fin de l année 1997 par Richard Butler, directeur de l Unscom, cette commission avait fait " de réels progrès " dans le décompte des armes chimiques irakiennes et 817 des 819 missiles longue portée fournis par l Union soviétique avaient été détruits. Une vingtaine de missiles balistiques fabriqués en Irak n avaient pas été retrouvés, mais ils étaient d un calibre douteux. Au cours de ses trois dernières années d exercice, l Unscom a été incapable de déceler une preuve quelconque que l Irak ait caché des armes prohibées.
L ingérence périodique des Irakiens et le harcèlement des inspecteurs de l Unscom ont été en grande partie limités à des sites sensibles insuffisants pour le développement ou le déploiement d armes chimiques ou nucléaires élaborées. La raison principale de ce manque de collaboration venait de la crainte irakienne, qui plus tard s est révélée fondée, que les États-Unis utilisent ces inspections à des fins d espionnage, par exemple en surveillant les communications radio codées des forces de sécurité irakiennes ou en utilisant les appareils installés en secret par les inspecteurs américains. Les États-Unis, désireux

de lancer une attaque militaire contre l Irak, ont donné l ordre à Richard Butler de pousser l Irak à rompre son engagement de coopérer totalement avec l Unscom. Sans consulter le Conseil de sécurité des Nations unies comme il aurait dû le faire, Richard Butler annonça aux Irakiens qu il annulait les accords concernant les sites sensibles et demandait l accès libre au siège du parti Baath à Bagdad, endroit peu susceptible s il en est d abriter des armes de destruction massive. Refus des Irakiens. Bill Clinton demanda alors à Richard Butler de retirer les forces de l Unscom et les États-Unis entamèrent une campagne de bombardements de quatre jours, ce qui donna aux Irakiens un prétexte pour refuser le retour des inspecteurs de l Unscom. Aucun inspecteur international ne s étant rendu en Irak depuis cette époque, il est impossible de savoir de façon certaine si l Irak fabrique actuellement des armes de destruction massive. Et tant que les États-Unis continueront à se déclarer en faveur d un " changement de régime " par l assassinat ou l invasion, il est très improbable que l Irak accepte une reprise des inspections.

5.Les États-Unis peuvent en toute légalité imposer un changement de régime par une action militaire

Selon les articles 41 et 42 de la Charte des Nations unies, aucun État membre n a le droit d imposer une résolution par la force militaire, à moins que les Nations unies ne déterminent que cette résolution a été enfreinte de façon matérielle et que, tous les moyens non militaires pour la faire respecter ayant été tentés en vain, elles n autorisent spécifiquement l usage de la force militaire. C est ce que le Conseil de sécurité a fait en novembre 1990, avec la résolution 678, en réponse à l occupation du Koweït par l Irak, occupation qui enfreignait une série de résolutions passées en août et demandant le retrait irakien. Quand l Irak, dans son retrait forcé du Koweït en mars 1991, finit par se soumettre, cette résolution devint sujette à caution.
Légalement, le conflit au sujet de la liberté d accès des inspecteurs des Nations unies et de l éventuel approvisionnement de l Irak en armes de destruction massive est un conflit entre le gouvernement irakien et les Nations unies, pas entre l Irak et les États-Unis. Bien que la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui exige le désarmement irakien, soit la plus détaillée de l Histoire, elle ne prévoit aucun mécanisme de coercition militaire. Et, dans ses résolutions suivantes, le Conseil de sécurité n a pas davantage prévu de tels mécanismes. Comme c est normalement le cas quand il s avère que certains gouvernements violent en partie ou en totalité les résolutions des Nations unies, toute mesure coercitive est l affaire du Conseil de sécurité dans son ensemble, pas d un seul de ses membres.
Si les États-Unis peuvent prétendre unilatéralement au droit d envahir l Irak en raison de la violation par ce pays des résolutions du Conseil de sécurité, d autres membres du Conseil pourront logiquement prétendre eux aussi au droit d envahir des États également en violation. Par exemple, la Russie pourrait prétendre au droit d envahir Israël, la France à celui d envahir la Turquie et la Grande-Bretagne à celui d envahir le Maroc. L insistance américaine sur le droit d attaquer unilatéralement pourrait miner de façon sérieuse le principe de sécurité collective ainsi que l autorité des Nations unies et, ainsi, ouvrir la porte à l anarchie internationale.
La loi internationale est assez précise quant aux possibilités d utiliser la force militaire. Outre le cas mentionné ci-dessus d autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies, la seule autre possibilité pour un État membre d utiliser la force militaire est décrite dans l article 51, qui stipule que c est autorisé à des fins " d autodéfense individuelle ou collective " contre " une attaque armée… jusqu à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix internationale et la sécurité ". Si les voisins de l Irak étaient attaqués, chacun de ces pays pourrait faire appel à l aide américaine, en attendant une décision du Conseil de sécurité autorisant l usage de la force militaire.
Les éléments rendus publics par l administration Bush ne fournissent aucune base légale suffisante, loin s en faut, pour que les États-Unis convainquent le Conseil de sécurité d approuver l usage de la force militaire contre l Irak pour des raisons d autodéfense.

6.Les avantages d un changement de régime dépassent son coût

S il est probable que les États-Unis sortiraient vainqueurs d une guerre contre l Irak, le coût en serait très important. C est une erreur, par exemple, de croire que la victoire sur l Irak ne comporterait que des pertes humaines minimes du côté américain, comme ce fut le cas l automne dernier pour chasser de Kaboul les milices talibanes. Bien que les capacités offensives de l Irak aient été sérieusement affaiblies par les bombardements, les sanctions et le déclassement prôné par l Unscom, ses capacités défensives sont encore solides.
De même, une victoire militaire aujourd hui ne serait en rien aussi facile que durant la guerre du Golfe. Avant le lancement de l opération Tempête du désert, le gouvernement irakien avait décidé de ne pas se battre pour le Koweït et s appuya par

conséquent sur de jeunes recrues provenant de communautés minoritaires. Seulement deux des huit divisions d élite de la Garde républicaine se sont rendues au Koweït, et elles se sont retirées avant le début de la guerre. Une large majorité des plus puissantes forces irakiennes étaient déployées aux alentours de Bagdad pour parer à la survie du régime même, et elles y sont toujours. En cas de guerre, les défections au sein de ces unités sont peu probables.
Environ un million de personnes, membres de l élite irakienne, ont tout intérêt à ce que le régime soit maintenu. Cela comprend les dirigeants et les partisans du parti Baath, les membres des services secrets et de sécurité, les éléments principaux des forces armées et leurs familles étendues. De plus, l Irak est une société très urbanisée, à l infrastructure bien plus complexe que celle essentiellement tribale et rurale de l Afghanistan, et elle pourrait être mobilisée en cas d invasion étrangère.
D autre part, il n y a aucun équivalent à l Alliance du Nord afghane, qui a réalisé le gros des combats au sol contre les talibans. Les Kurdes irakiens, abandonnés à deux reprises, dans l histoire récente, par les États-Unis, ne risquent guère de combattre si ce n est pour assurer l autonomie des zones kurdes. L opposition shiite armée a été largement éliminée et il est peu probable qu elle combatte si ce n est pour libérer les zones à majorité shiite du Sud irakien. Les États-Unis seront peu enclins à aider ces deux minorités, car leurs succès risqueraient de faire éclater le pays et d encourager à la fois la rébellion kurde du sud-est de la Turquie et l agitation shiite du nord-est de l Arabie saoudite.
Les forces américaines seront donc contraintes de marcher quasiment seules sur Bagdad, ville de plus de 5 millions d habitants.
Contrairement à la guerre du Golfe, pendant laquelle les combats conventionnels et ouverts dans des zones désertiques plates ont permis aux forces américaines et alliées de profiter pleinement de leur supériorité au niveau de la puissance de feu et de la technologie, les soldats américains devraient cette fois combattre pour se frayer un passage à travers des zones agricoles et urbaines à forte densité de population. Les forces d invasion risquent d être confrontées à d âpres combats en porte à porte, dans un pays plus vaste que le Sud Vietnam. Les Irakiens, peu déterminés dans le combat qui aurait permis à leur pays d assurer sa conquête du Koweït, seront bien plus prompts au sacrifice s il s agit de résister à un envahisseur occidental. Face à une telle résistance, et pour minimiser le nombre de pertes américaines, les États-Unis s engageraient probablement dans des bombardements intenses des zones résidentielles irakiennes, ce qui entraînerait de nombreuses victimes civiles.
Le manque de soutien de la part des alliés régionaux pourrait également se traduire par l absence de base terrestre à partir de laquelle les Américains pourraient lancer leurs attaques aériennes, obligeant dans un premier temps les États-Unis à s appuyer sur des appareils embarqués sur des porte-avions. Sans l autorisation de lancer les appareils de ravitaillement en vol, même les bombardiers longue portée au départ des bases américaines seraient inutilisables. Dans de telles conditions, il est difficile d espérer disposer d un nombre suffisant d appareils pour les missions de reconnaissance et de surveillance, et le déploiement de dizaines de milliers de soldats depuis des bases éloignées se révélera sans doute problématique. Il est possible que les forces américaines s emparent au cours des combats d une base aérienne irakienne mais, sans le pré-positionnement des points de ravitaillement, son utilité sur le théâtre des opérations sera forcément marginale.
Une telle opération militaire coûterait cher également en termes économiques : déjà criblée de dettes et dans une conjoncture difficile, l économie américaine serait alors pénalisée par le déploiement de forces le plus élaboré et le plus coûteux depuis la Deuxième Guerre mondiale, atteignant 100 milliards de dollars au cours des six premiers mois. Contrairement à la guerre du Golfe, l Arabie saoudite est vigoureusement opposée à l invasion et ne sera pas disposée à payer la note. L invasion de l Irak coûterait cher aussi à l économie mondiale, déjà en difficulté : la hausse des prix du pétrole aurait un effet dévastateur sur certains pays, aggravant encore les troubles sociaux et politiques.

7.Un changement de régime serait populaire en Irak et parmi les alliés américains de la zone

Même s il ne fait aucun doute que la plupart des voisins de l Irak et des Irakiens eux-mêmes ne seraient pas mécontents de voir l Irak changer de chef, un changement de régime imposé par une invasion armée américaine ne serait pas le bienvenu. La plupart des alliés américains de la zone ont apporté leur soutien à la guerre du Golfe car elle était généralement perçue comme un acte de sécurité collective répondant à l agression par l Irak d un petit pays voisin. Cela ne serait plus le cas, cependant, en cas de nouvelle guerre contre l Irak. Le prince royal saoudien Abdallah a mis en garde l administration Bush contre une attaque de l Irak “ qui ne ferait qu accroître l animosité qui règne dans la région envers les États-Unis ”. Au sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, à la fin du

mois de mars, les pays arabes ont adopté de façon unanime une résolution fermement opposée à l'attaque de l'Irak. Même le Koweït s'est réconcilié avec l'Irak depuis que Bagdad a formellement reconnu la souveraineté et les frontières internationales du Koweït. Vingt ministres des Affaires étrangères venant de pays arabes et réunis au Caire au début du mois de septembre ont unanimement exprimé leur “ rejet total de toute menace d'agression contre les pays arabes, y compris l'Irak ”.
En dépit de ces déclarations publiques, les responsables américains prétendent que certains alliés régionaux seraient prêts à soutenir l'effort de guerre américain. Étant donné l'ultimatum prononcé par le président Bush selon lequel “ soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes ”, il est assez possible que certains gouvernements se soumettent à la pression et obtempèrent. Cependant, pratiquement tous les pays du Moyen-Orient qui seraient prêts à fournir de l'aide et à collaborer seraient confrontés à l'opposition de la grande majorité de leurs citoyens. Au vu des risques politiques pris par n'importe quel dirigeant soutenant l'effort de guerre américain, un tel consentement ne serait donné qu'à contrecoeur, à cause de la pression ou des pots-de-vin américains, pas en vertu de l'adhésion sincère à cette opération militaire.

8.Un “ changement de régime ” améliorera la stabilité et ouvrira de nouvelles perspectives à la démocratie dans la région

L'Afghanistan le montre : il est plus facile de renverser un gouvernement que d'en mettre un nouveau en place. Même si la plupart des Irakiens seraient sans doute soulagés de voir Saddam Hussein se faire évincer, cela ne signifie pas qu'un gouvernement installé par une armée occidentale serait bien accueilli. Par exemple, certains des candidats les plus en vue parmi ceux que l'administration américaine envisage d'installer au pouvoir si l'invasion réussissait, sont d'anciens officiers militaires irakiens impliqués dans des offensives associées à des crimes de guerre.
Outre la possibilité d'une guérilla menée par des partisans de Saddam Hussein, les forces d'occupation américaines seraient vraisemblablement confrontées à des factions armées rivales parmi la population arabe sunnite, sans parler les groupes de rebelles kurdes et shiites se battant pour une autonomie accrue. Cela pourrait mener les États-Unis à une guerre anti-insurrectionnelle sanglante. Sans le soutien d'autres pays ou des Nations unies, une invasion militaire risque d'aboutir à l'isolement de forces américaines tentant d'imposer la paix dans le chaos de l'après-Saddam.

Une invasion américaine entraînerait vraisemblablement de violentes campagnes anti-américaines au Moyen-Orient, peut-être même des attaques contre les intérêts américains. Les forces radicales internes affaibliraient les régimes pro-occidentaux. Les passions sont particulièrement exacerbées en raison du soutien fort que les États-Unis apportent au gouvernement de droite en Israël et à la poursuite de l'occupation par celui-ci de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La colère suscitée par la politique américaine du “ deux poids, deux mesures ”, selon qu'il s'agit de l'Irak ou d'Israël, pour les violations des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et la possession d'armes de destruction massive, risque d'exploser. Obligés de reconnaître que les États-Unis ne peuvent être vaincus sur le champ de bataille, de plus en plus d'Arabes et de musulmans pleins de ressentiment devant une hégémonie américaine poussée jusque sur leur propre sol risquent d'être enclins à attaquer par des moyens non conventionnels, comme l'ont démontré de façon tragique les événements du 11 septembre. Les ministres des Affaires étrangères arabes, conscients d'une telle éventualité, ont prévenu lors de leur rencontre au Caire qu'une invasion américaine de l'Irak “ ouvrirait les portes de l'enfer ”.

Première publication dans The Nation. http://www.thenation.com/

La guerre, c'est la politique

Par Giorgio Riolo (Conseil National ATTAC Italia & Puntorosso)
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.

Quelques réflexions en ordre dispersé

Globalization is us (Nous sommes la mondialisation) (80% des américains interrogés dans un sondage en 2000)

Bush « Notre pays est un pays pacifiste » Maintenant au moins nous le savons - Les cochons sont des chevaux. Les filles sont des garçons. La guerre est paix. Arundhati Roy.

Et le providentiel 11 septembre arriva ! L'expérience, amère, nous l'a appris : la vérité politique proclamée immédiatement à voix haute par les opposants nécessite d'être appuyée par la suite par la vérité judiciaire ou historiographique. Nous attendons toujours de connaître la vérité non seulement sur les mandataires, mais aussi sur tous les exécutants, de Portella della Ginestra

à Piazza Fontana , deux des nombreux épisodes caractéristiques des tendances subversives des classes sociales dominantes italiennes et étrangères. Peut-être qu'il nous sera possible de savoir, d'ici 30 ou 40 ans, ce qui s'est vraiment passé en ce fatidique 11 septembre – si tant est que la terre ou la démocratie existent encore à ce moment-là. Toutefois, il s'est réellement passé quelque chose. Et ici aussi, la théorie de la dialectique suprême fonctionne : « tout est comme avant » et, en même temps, « rien n'est plus comme avant ». La guerre contre le terrorisme inaugure la guerre globale permanente, la guerre infinie, la guerre flexible.

Les Etats-Unis

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Etats Unis sont un pays étrange. Ils associent au cynisme éhonté, à la brutalité du Cow-Boy, sans freins inhibiteurs, la pureté des enfants éternellement à la recherche d'une justification morale pour chacune de leur action. La guerre sainte contre le terrorisme fournit enfin la base, la légitimation de stratégies élaborées depuis longtemps. Lors du mandat du président Reagan, au début des années quatre-vingt, le néo-libéralisme théorique trouve des concrétisations politiques réelles. Les Etats-Unis, mis en difficulté pendant les années soixante (défaite au Vietnam, hégémonie défiée par l'Europe et le Japon), reprennent en main la domination du monde. Le principe imposé par Reagan, et devenu le fil conducteur des politiques américaines (et par extension de tout le monde occidental), selon lequel « le niveau de vie de l'américain moyen ne peut être négocié, et ne peut être remis en discussion » implique la mainmise sur les ressources mondiales en quantité suffisante, afin de pouvoir préserver ce principe. Avec la chute du Mur de Berlin, la fin du socialisme réel et du soi-disant parti socialiste, et par la-même de la guerre froide, en lieu et place de la proclamation de la paix et la démocratie universelle aux quatre coins de la planète, nous assistons à l'Inauguration de l'unilatéralisme américain. Ou, en d'autres termes, à une nouvelle phase de l'hégémonie impérialiste américaine, fondée sur la domination du pouvoir militaire. Les guerres unipolaires qui s'en sont suivies : la guerre du Golfe en 1991 contre Saddam et l'Iraq, la guerre des Balkans contre les vestiges de la vielle Fédération Yougoslave et Milosevic, furent des guerres menées contre des états-nations précis et contre une entité précise, selon le schéma classique. Après le 11 septembre, la catégorie indéfinie du « terrorisme » se prêta à introduire enfin la flexibilité, l'Infinitude, la globalité. Aujourd'hui en Afghanistan, demain en Iraq, après-demain contre un autre «ennemi » construit sur mesure. Voir les réflexions de Girardi sur la manipulation et l'approbation d'un scénario aussi monstrueux.

Terrorisme

Cette vaste catégorie du « terrorisme » permet de soumettre l'univers monde. Toute action déviante, insubordonnée et critique est répertoriée dans cette catégorie. Il en est ainsi pour le mouvement contre la mondialisation néo-libérale, en grande expansion et en opposition aux pouvoirs mondiaux, qui est d'autant plus criminalisé car il côtoie de façon objective le terrorisme, dans la mesure où ce mouvement mène des attaques contre les multinationales-transnationales, en majorité américaines, et remet en discussion les noyaux d'adhérents à la maffia mondiale, qui pourraient être assimilés à des associations telles que le G8, FMI. Banque Mondiale, OMC, etc. ...
Il est utile de rappeler, comme un épisode bien de chez nous, l'apparition télévisée de la femme de ce policier, mode Rambo, aux idéaux fascistes, qui, lors du Forum Global de Naples - preuve générale du centre-gauche de Gêne- , frappa de façon sauvage des jeunes désarmés, alors que lui était musclé et accompagné d'un chien policier. Cette femme défendit son mari en s'exclamant avec stupeur et en parlant des manifestants « mais comment ! ce sont des terroristes ! ». Le 11 septembre : Bush et la femme du policier italien.

Néo-libéralisme et guerre

De même que le néo-libéralisme représente le principe dissolutif des obligations, des rigidités, des limites en tendant à remplacer la politique par le marché auto-régulateur, ainsi la guerre doit être à son image. Le général prussien Karl von Clausewitz exprima à la moitié du XIXè une grande vérité selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Aujourd'hui, la guerre devient la continuation du néo-libéralisme par d'autres moyens. La guerre, de nos jours, se transforme en politique. La guerre est la politique : cette politique perçue comme une entrave, une notion et une chose à déstructurer, morceler selon les volontés des pouvoirs mondiaux, comme le détournement de la souveraineté des « petits » par les « grands » : multinationales, exécutif, G8, etc. La condition précédente n'est alors plus valable. Il existait un monde bipolaire ou multipolaire (du moins sur la carte) et, de ce fait, la médiation était de rigueur. La politique s'Imposait en tant qu'art de la médiation, du pouvoir contractuel, de la conciliation des intérêts et des positions. La domination unilatérale trouve au sein de la guerre

l objectif et l instrument parfaits. Enfin la guerre a permis d occulter la crise du néolibéralisme, désormais évidente. La crise sur son terrain de prédilection, c est-à-dire l économie : la récession, la chute de l Argentine, de l Uruguay, du Paraguay, etc..., les scandales Enron, Worldcom, Vivendi, les accusations de délits d initiés (« insider trading ») au couple Bush-Cheney, la débâcle des principes et des instances économiques, qui devaient garantir le meilleur des mondes possibles. Le système capitaliste-néolibéral cause bien des souffrances sociales (darwinisme social discriminatoire, polarisante, richesse d une part, misère de l autre) et des destructions environnementales de plus en plus catastrophiques - et pour cette raison-même, il est contesté et combattu par les mouvements anti-libéraux à l échelle mondiale - mais en fin de compte, prétendait-on, il représente la rationalité économique. Mais de nos jours, la débâcle opère « iuxta sua principia », soit fidèle à elle même, sur le terrain économique.

Qu est ce que la guerre ?

Il ne s agit pas seulement d une guerre combattue sur le terrain. Ce ne sont pas seulement des bataillons, des généraux, des troupes, des ravitaillements, des commandes de l Etat (et ici, l état nation se révèle être utile et fonctionne bien) pour la Mc Donnel-Douglas, pour la General Dynamics, pour la Oto Melara, la Beretta, etc.. ; ce n est pas seulement une théorie militaire keynésienne. Ce n est pas non plus seulement le scandale des 535 milliards de dollars du bilan militaire américain, ou encore des tactiques, des stratégies, des bombes, des bandes de malfaiteurs, des associations de malfaiteurs ne pouvant être poursuivies par la justice, des morts, des blessures, des douleurs, des destructions, etc. La guerre représente aussi la fin des débats et la fin de notre pensée critique. La guerre est la plus grande politique de la droite : elle ne prévoit aucune place pour les questions sociales. Elle est alignement, encadrement, orgie médiatique constituée de rhétoriques pléthoriques, de .mensonges, d hypocrisie, de cynisme (les journalistes, à l exception des nombreuses exceptions méritées et louables, représentent l espèce humaine la plus apte à endosser le casque, parce que, de toutes façons, comme le dit Galeano, « dans la guerre entre le Bien et le Mal, ce sont toujours les populations qui enterrent leurs morts »). La guerre incarne le triomphe de la logique binaire. La négation définitive du développement de la complexité et de la richesse humaine. Vrai-faux, zéro-un, ou avec moi ou contre moi. Ou avec la civilisation occidentale, ou avec la barbarie. Cela signifie la fin de la pensée. C est l état d exception par excellence. Et l état d exception permanent constitue la condition parfaite pour celui qui veut dominer. La guerre infinie revêt un caractère pédagogique. Elle enseigne à rester à sa place, à ne pas déranger, à être commandés, à être manipulés : le véritable paradis capitaliste, hiérarchique, qui suit une classification « zoologique ».

La gauche

Le travailliste Tony blair est considéré l un des champions de la guerre comme politique mondiale. La politique de Blair avait déjà été indiquée, à l époque, comme l incarnation de la « troisième voie », si chère à D alema et Fassino . Une gauche belliciste, qui a menée de front la guerre dans les pays Balkans, guerre humanitaire qui plus est ; cette guerre, qui a causé des morts et des destructions dans une région déjà malchanceuse, et qui a aussi permis aux USA de diriger les européens déjà très révérencieux, et d installer des bases dans une région stratégique pour le contrôle des voies d acheminement du pétrole, de la drogue, du Moyen-Orient, etc. Maintenant pour le parti DS italien, qui n est plus au gouvernement, les choses ont bien changé ; sa base a connu de nombreux repentirs. Mais pas le sommet du parti. hormis les nobles exceptions des parlementaires, qui se sont abstenus ou qui ont voté contre la guerre , ces dirigeants ont donné le triste spectacle du soi-disant « vote bi-partisan » (consensuel, voté par la majorité et l opposition) sur la question de la guerre en Afghanistan. « Bipartisan », c est le nouveau nom du transformisme, de la perte des valeurs, de la fin de la politique jusque dans sa conception classique et libérale ; conception, qui renferme en soi l existence d une opposition face à une majorité. C est l euthanasie de la politique. Blair et son sourire sinistre, modernisateur, progressiste, cynique, désenchanté, incarne l emblème-même de la gauche néo-libérale ; il est l avertissement vivant de la nécessité de redéfinir la notion glorieuse de gauche. Cette notion, qui discriminait des domaines d émancipation, d une part, et des domaines d asservissement et d oppression, d autre part.

La civilisation et la barbarie

Les membres zélés italiens du gouvernement Berlusconi se sont immédiatement engouffrés dans la vague mondiale contre la barbarie terroriste. Le ministre de l Enseignement, Letizia Moratti, envoya aussitôt après les attentats une lettre aux étudiants et aux enseignants qui les exhortait, chose inouïe, à discuter et approfondir, tout en la valorisant, la notion de civilisation

occidentale, indiquant l'Europe comme le berceau de la civilisation, de la tolérance, etc. En réalité, l'Europe a créé le « danger blanc » dès les croisades, continuant par la suite avec les exterminations prédatrices en Amérique, en Asie, en Afrique à parti du XV siècle. Ce problème apparaît au moment de l'extermination menée à l'Intérieur des frontières de l'Europe. Avec le nazisme, l'Européen se comporta avec les autres européens de la façon-même dont il s'était comporté et selon laquelle il continuera de se comporter avec les populations des périphéries du monde. Joli berceau de la civilisation et de la tolérance en vérité ! Toutefois, la dialectique historique produit son effet aussi ici. Alors qu'on commettait des horreurs au-delà des frontières de l'Europe, au cœur même de l'Europe, à partir du XV siècle, on assistait à la naissance du droit naturel, du filon libératoire du droit naturel, de Grotius, Althusius et Pufendorf à Spinoza et Rousseau. On élaborait la doctrine et la philosophie des droits inaliénable de l'Individu, introduction des courants démocratiques et révolutionnaires, entre le dix-huitième et vingtième siècle.

L'alternative entre la civilisation et la barbarie est à l'ordre du jour. L'analogie, qui s'impose à l'esprit, c'est Rome, les vestiges de l'Empire Romain et le début de la fin du monde antique. D'une part, les guerres continues pour s'assurer la domination, le prélèvement fiscal et la survie du régime esclavagiste et d'autre part, les légions engagées dans la guerre permanente globale d'un bout à l'autre de l'empire, représentent un rappel puissant et symbolique. L'analogie est prégnante et suggestive. A l'époque, le résultat fut catastrophique. Il se peut qu'on trouve une autre issue aujourd'hui. Avec une annotation finale : par le passé, il y eut des vagues de civilisation humaine, même si elles étaient hétérogenèses ? des fins en soi, et non directement recherchées par les classes dominantes et la bourgeoisie, car le développement de l'époque comprenait, par la force des choses, une promesse universaliste de bien-être pour tous (même si après le prix à payer en était les soi-disant « montagnes de cadavres »). Il était possible de trouver, en se limitant à la seule sphère culturelle, un Thomas Mann et les Buddenbrook, pour ne citer que quelques noms au hasard. De nos jours, et à l'échelle mondiale, sévit une bourgeoisie cynique, vulgaire et inculte. Les Hängstrom-Berlusconi, par exemple. Sans aucun projet de civilisation, sans respiration.

Après nous, le déluge

Le paradigme Porto-Alegre : l'alternative de « l'esprit de Porto Alegre » contre l'esprit de mort de Davos-Washington. Un processus de construction d'alternatives à l'expansion dominante du néo-libéralisme, de la guerre, du profit, de la destruction des bases matérielles de la vie est actuellement en cours à l'échelle mondiale. Toutes les cultures, tous les sujets engagés dans le mouvement contre la mondialisation néo-libérale collaborent à ce grand élan de la « convergence de la diversité » pour élaborer et réaliser des alternatives efficaces à l'ordre pervers et mortel. Le défi lancé par ce mouvement, toujours en expansion, consiste à préciser et structurer la construction de ces alternatives. C'est au travers de la construction des formes organisatrices, que les actions acquièrent de l'efficacité.

Autant le capitalisme est, comme le rappellent Michel Beaud et François Houtart, « un mouvement organique englobant », polarisant, asymétrique, inégal, hiérarchique , qui ne supporte pas le vide et qui englobe et métabolise tout, autant le mouvement doit être capable d'attirer toujours de nouvelles forces, d'englober des couches sociales, des classes, des êtres humains révoltés par éthique contre les expropriateurs du monde qui nous appartient. Ainsi ce mouvement se dresse-t-il de façon naturelle et spontanée contre la guerre. Il est l'héritier en droite ligne de la glorieuse tradition de ce bon vieux pacifisme. Le nouveau pacifisme qu'il véhicule est le résultat de la critique radicale du néolibéralisme et de la substitution que ce dernier orchestre de la politique par la guerre. Ce mouvement est engagé dans un grand travail de reconstruction politique à long terme et selon une prise de conscience de la politique en tant que bien commun, en tant que politique égale pour tous et non seulement élaborée pour un groupe restreint de spécialistes. Les classes dominantes , au cours de l'histoire, agissent et imposent souvent des cadences brèves. Les graves problèmes du monde contemporain nécessitent des réponses à court terme. Or, il suffit une guerre pour remettre tout à zéro. Le défi, qu'il faut accepter, repose dans ce hiatus, dans ce chantage. Vraiment, et dans ce cas, oui, il n'existe aucune alternative à l'élaboration politique et culturelle continue et à la mobilisation continue pour combler ce hiatus. C'est l'unique cas positif du syndrome Tina (There Is No Alternative – Il n'y a aucune alternative)

Introduction au livre très récemment publié par les éditions Puntorosso : AA.VV., « Guerra Globale – Globalizzazione e militarizzazione del monde. Le alternative dei movimenti sociali » (Guerre Globale – Mondialisation et militarisation du



monde. Les alternatives des mouvements sociaux) – Ed. Puntorosso (puntorosso@puntorosso.it)
Le livre regroupe les actes de la conférence qui a eu lieu à Milan les 23 et 24 novembre 2001 et intitulé "Contro la guerre globale. Verso Porto-Alegre 2002 » (Contre la guerre globale . Vers Porto-Alegre 2002) et autres essais

Contact pour cet article. Granello di Sabbia redazione@attac.org

Premier Forum social d Amérique du Nord

Par C. Tonatiuh García R. et Sébastien Bouchard

C est plus de deux cents participants-es qui se sont réunies lors du Forum social régional (FSR) de Québec-Chaudière-Appalaches, qui s est tenu les 27, 28 et 29 septembre dernier au Cégep Limoilou. Sous le thème De Porto Alegre à Québec : Un autre monde est possible, des gens de tous les âges, de tous les milieux et de toute la région ont pris part à ce premier Forum social régional en Amérique du Nord.

On a pu voir des militantEs et représentantEs de groupes du milieu syndical (CC-CSN, SFPQ, etc.), du milieu populaire et communautaire (avec une forte présence des groupes de femmes), des groupes de solidarité internationale et altermondialiste, de la gauche politique et du mouvement étudiant, sans oublier plusieurs citoyens-es engagés-es. L appel à la mobilisation a eu un fort écho et des gens se sont déplacés de plusieurs régions du Québec et même de Toronto, qui organisera aussi un Forum social régional.

Serge Roy, coordonnateur politique du Forum, a signalé la richesse de la diversité des groupes participants. « Il faut miser sur les convergences même si des divergences peuvent exister. Il ne faut pas remplacer cette diversité, qui fait la force du mouvement, par un discours dominant, comme on en entend à l Assemblée nationale », a-il signalé.

En guise d introduction, le panel Perspectives régionales et mondialisation a permis des échanges entre participants-es et panelistes : Émilia Castro, Robert Jasmin d ATTAC Capitale nationale, Sophie Savard des Amie-es de la Terre de Québec et Simon Carreau de l Association des étudiants-es en sciences sociales de l université Laval. Ces derniers-ères ont donné le ton en dressant un portrait de la situation actuelle et en fixant les grandes lignes des discussions de la fin de semaine.

Des ateliers aux sujets aussi divers que le travail, l éducation, l alimentation les alternatives politiques, les relations Nord-Sud et les enjeux du mouvement communautaire, ont donné aux participants-es la possibilité d identifier les réalités vécues en lien avec la mondialisation néolibérale et de proposer des alternatives. Le dimanche, tous les ateliers avaient un seul thème : comment coordonner les luttes au niveau régional. À la suite de ces discussions, les participants-es ont modifié et adopté de la déclaration commune.

Les participants-es ont insisté sur la nécessité de promouvoir l éducation populaire, les médias alternatifs, le budget participatif et le commerce équitable, de faire la lutte à la ZLÉA et d établir un calendrier commun d activités. «Le gouvernement a échoué dans son rôle de redistribution des richesses », ont témoigné en plénière les participants-es de l atelier Fiscalité et rôle de l État. On a fait le lien entre le déficit démocratique croissant et la montée de la droite dans les trois partis québécois traditionnels. Les participants-es ont également dénoncé l aliénation culturelle que la mondialisation néolibérale entraîne. « La culture, c est toujours pour plus tard. Il ne faut pas se laisser berner par la réconfortante culture hollywoodienne du divertissement. Car cette culture ouvre la porte à l homogénéité culturelle, voire à l assassinat des cultures », a affirmé Robert Jasmin, d ATTAC Capitale nationale. De plus, toute la fin de semaine a été imprégnée d une analyse féministe qui a fait évoluer les réflexions.

Comme l a indiqué Emilia Castro, vice-présidente du Conseil central CSN 03-12 et porte-parole de la Coalition régionale des femmes contre la pauvreté et la violence : « Un autre monde est possible, mais encore faut-il s en donner les moyens ». Plusieurs actions sont donc organisées, dont les mobilisations contre la ZLÉA initiée par les étudiants-es et culminant le 31 octobre, et une consultation populaire (consulta) sur la ZLÉA. Il faut aussi prévoir des débats publics sur différentes alternatives politiques : démocratie participative, réforme du mode de scrutin et construction d une alternative politique de gauche.

La déclaration finale est une large synthèse de tous les éléments de la fin de semaine et exprime une volonté de faire perdurer l expérience de ce premier Forum social régional du Québec. On pourra consulter prochainement la déclaration finale dans sa version intégrale sur le site Internet du Forum : www.oqp2001.org/forumsocial. Le Comité promoteur du Forum a tenu à rappeler que ce n était qu un premier pas. Nous pouvons affirmer que c est un nouveau départ, très



mobilisateur, pour le mouvement social de la région.

Une volonté d'agir ensemble et de créer un lieu de convergence permanent en vue d'effectuer des actions concrètes pour la région a été exprimée. Le comité de suivi du Forum organisera donc une assemblée constituante cet automne pour mettre en œuvre les propositions adoptées dans la fin de semaine.

Le FSR s'est inspiré du Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, d'où une nouvelle vague d'implication citoyenne est née. Le désir de répéter localement cet événement a jailli suite au post mortem de plusieurs groupes ayant pris part aux mobilisations autour du Sommet des Amériques.

C. Tonatiuh García R. Étudiant à l'Université Laval Membre du CMAQ – Québec
Sébastien Bouchard. Alternatives

Une bibliothèque planétaire

Par Jean-Yves Mollier Professeur à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Alors que les effets négatifs de la concentration dans le domaine de l'édition n'ont cessé d'être dénoncés depuis quelques années, l'annonce de la liquidation du pôle livres de Vivendi Universal vient soudainement apporter la preuve de cette nocivité. Malgré les déclarations unanimes du porte-parole du gouvernement, du ministre de la Culture et du président du Syndicat national de l'édition, s'affirmant mobilisés et vigilants, les solutions pour conserver Larousse, Bordas et Le Robert en France ne sont pas très nombreuses. Pas plus que les Américains n'ont pu empêcher le groupe allemand Bertelsmann d'acheter Random House ou Vivendi Houghton Mifflin, on ne pourra interdire la dénationalisation des maisons françaises si elles trouvent acquéreur plus offrant ailleurs. Ce film catastrophe que nous voyons se dérouler sous nos yeux, mais qui était largement prévisible, vient en quelque sorte éclairer la réflexion sur la mondialisation du commerce des biens culturels. Il nous rappelle que, si le livre est une marchandise, un produit matériel, il est aussi, dans le même temps, un produit culturel. · ce titre, il demeure l'artisan souvent le plus efficace de la prise de distance critique par rapport à l'actualité, la boussole qui permet de se repérer dans un univers en perpétuel mouvement. Redouté par ceux qui le brûlent périodiquement, des nazis en 1933 à Pinochet en 1973 ou aux généraux argentins trois ans plus tard, le livre peut aussi susciter des enthousiasmes salutaires de la part de ceux qui entendent résister à l'américano-mondialisation.

Pour s'attaquer à la domination des conglomérats sur le commerce du livre, et des fonds de pension qui leur sont liés, douze éditeurs de la francophonie et six autres, installés dans le Commonwealth, viennent de décider de forger une nouvelle alliance. Le but ? Offrir un choix de textes liés au phénomène de la mondialisation et aux défis que celle-ci impose et qui, autrement, risqueraient de passer inaperçus. Le moyen ? La mutualisation des énergies et la fédération des équipes éditoriales. · plus long terme, ce pari vise à consolider la présence des éditeurs indépendants dans les pays du Sud. En Afrique, on le sait, les livres sont un bien rare, cher, et trop souvent produit par les grandes firmes internationales qui dominent le marché du livre scolaire, le seul rentable. Or, dans le cadre de l'alliance, les Editions de l'Atelier et Charles Léopold Mayer à Paris, Cérès à Tunis, Eburnie à Abidjan, Ecosociété à Montréal, En-Bas à Lausanne, Ganndal à Conakry, Jamana à Bamako, Luc Pire à Bruxelles, Ruisseaux d'Afrique à Cotonou, Tarik Editions à Casablanca et les Presses Universitaires d'Afrique à Yaoundé ont décidé de tenter cette aventure unique. Comme Zed Books à Londres, Fernwood Publishing à Halifax, Pluto Press à Sydney, University Press à Dhaka, White Lotus à Bangkok et David Philip au Cap qui publient la collection " GlobalIssues ", " Enjeux Planète " entend réagir et bousculer les habitudes. Faisant tâche d'huile, le mouvement touche déjà d'autres bassins linguistiques, lusophone, hispanophone, arabophone et sinophone. Un peu partout, des éditeurs se rassemblent, discutent, préparent des programmes et acceptent ce nouveau combat, cette nouvelle alliance du progrès contre la désespérance, de la mobilisation contre l'asservissement des hommes et des esprits.

Pour concrétiser leur accord, tous ces éditeurs aux moyens très différents ont en effet accepté de se répartir les coûts proportionnellement à leurs possibilités et non au nombre d'exemplaires écoulés. Pour la première fois, un système de péréquation des dépenses est mis en ouvre pour concrétiser la solidarité du groupe. Puisque le Nord est plus riche, il paiera plus cher ses volumes mais, puisque la mise en page est commune - grâce à Internet - comme la préparation des livres, que la fabrication est confiée à un imprimeur unique, à Tunis, et que le tirage est important (9 000 à 10 000 exemplaires au minimum), le coût final du produit est limité. Avec un numéro d'enregistrement propre à chaque pays (l'ISBN), les livres des collections "



Enjeux Planète " et " Global Issues " sont à ce jour uniques dans le monde.

Outre leur capacité à proposer des essais sur la mondialisation, ses problèmes, ses enjeux, causes, conséquences, cette innovation présente d'autres avantages. Contre l'égoïsme des nations favorisées, mais aussi la vision misérabiliste et fataliste d'un Sud éternellement assisté, elle propose de s'appuyer sur la solidarité des membres de l'alliance, sur la présence en Afrique ou en Asie, bientôt en Amérique latine, de maisons d'éditions indépendantes et courageuses. Demain, c'est peut-être la possibilité de voir Ahmadou Kourouma publié d'abord dans son pays et ensuite à Paris, et non l'inverse, qui se profile. Même si, dans un premier temps, l'alliance se cantonne au domaine des essais et à une réflexion sur la mondialisation, c'est à la constitution d'équipes nationales renforcées que vise ce programme de commerce équitable. En faisant circuler très vite les livres, d'une langue à une autre, de l'anglais au français et du français à l'anglais pour les quatre premiers titres, c'est aussi au refus d'un idiome dominant que conduit l'alliance et au respect de toutes les langues, de toutes les cultures. Si rapidement, en arabe, en chinois, en hindi, en portugais, en espagnol, etc., d'autres livres s'échangent leurs idées, d'autres auteurs se lèvent pour reprendre le flambeau allumé par l'alliance, c'est le visage de la mondialisation qui changera, devenant enfin le symbole de l'union et non celui de la domination.

Première parution L Humanité. www.humanite.fr

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 04
AUSTRIA : Wien
NORGE : Oslo

-- Samedi 05
LUXEMBOURG : Luxembourg http://www.attac.info/cash-cache-2002/
DEUTSCHLAND : Frankfurt
SUISSE SCHWEIZ: Geneve
SVERIGE: Uppsala

-- Dimanche 06
AUSTRIA : Inssbruck
DANMARK : Esbjerg
FRANCE: Douai - Arras

-- Lundi 07
BELGIQUE BELGIE : Namur
FRANCE: Annemasse - Rennes

-- Mardi 08
BRITAIN : London
FRANCE: Laval
NORGE : Oslo
SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

(*) coorditrad@attac.org est l adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.